

**E 6837**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

TREIZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 25 novembre 2011

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 25 novembre 2011

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

**Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil** relative à  
la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne.

COM (2011) 792 FINAL





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 22 novembre 2011 (23.11)  
(OR. en)**

**17314/11**

**FIN 911**

**PROPOSITION**

---

|               |   |
|---------------|---|
| Origine:      | Commission européenne   |
| En date du:   | 21 novembre 2011  |
| N° doc. Cion: | COM(2011) 792 final   |
| Objet:        | Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne |

---

Les délégations trouveront ci-joint la proposition de la Commission transmise par lettre de Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur, à Monsieur Uwe CORSEPIUS, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne.

---

p.j.: COM(2011) 792 final



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 21.11.2011  
COM(2011) 792 final

Proposition de

**DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**

**relative à la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne**

## EXPOSÉ DES MOTIFS

L'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006<sup>1</sup> permet la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne, à concurrence d'un montant annuel maximal de 1 milliard d'EUR, au-dessus des rubriques concernées du cadre financier. Les conditions d'admissibilité au bénéfice de ce Fonds sont exposées en détail dans le règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil<sup>2</sup>.

Sur la base des demandes d'intervention du Fonds présentées par l'Espagne, à la suite d'un séisme survenu dans la région de Murcie, et par l'Italie, pour des inondations, les estimations des montants totaux des dommages causés sont les suivantes:

*(en EUR)*

|                           | <i>Dommages directs approuvés</i> | <i>Seuil</i>           | <i>Montant sur la base de 2,5 %</i> | <i>Montant sur la base de 6 %</i> | <i>Montant total de l'aide proposée par l'UE</i> |
|---------------------------|-----------------------------------|------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|--|
| Espagne – séisme de Lorca | <i>842,838 millions</i>           | <i>3,536 milliards</i> | <i>21 070 950</i>                   | -                                 | <i>21 070 950</i>                                |
| Inondations en Vénétie    | <i>676,357 millions</i>           | <i>3,536 milliards</i> | <i>16 908 925</i>                   | -                                 | <i>16 908 925</i>                                |
| <b>Total</b>              |                                   |                        |                                     |                                   | <b>37 979 875</b>                                |

Après examen des demandes<sup>3</sup>, et compte tenu du montant maximal envisageable pour le soutien du Fonds ainsi que de la marge existant pour la réaffectation de crédits sous la rubrique nécessitant des dépenses supplémentaires, la Commission propose de mobiliser le Fonds de solidarité de l'Union européenne pour un montant total de 37 979 875 EUR, à affecter sous la rubrique 3b du cadre financier.

Par la présente proposition de mobilisation du Fonds, la Commission engage la procédure de trilogue sous forme simplifiée, conformément au point 26 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006, afin d'obtenir l'accord des deux branches de l'autorité budgétaire sur la nécessité du recours au Fonds et sur le montant requis. La Commission invite chaque branche de l'autorité budgétaire à informer l'autre branche ainsi que la Commission de ses intentions.

En cas de désaccord de l'une des deux branches de l'autorité budgétaire, un trilogue formel sera organisé.

---

<sup>1</sup> JO C 139 du 14.6.2006, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 311 du 14.11.2002, p. 3.

<sup>3</sup> Communication à la Commission SEC(2011) 1383 concernant la demande d'intervention du Fonds de solidarité de l'Union européenne introduite par l'Espagne et communication à la Commission SEC(2011) 1373 concernant la demande d'intervention du Fonds de solidarité de l'Union européenne introduite par l'Italie.

La Commission présentera un projet de budget rectificatif (PBR) afin d'inscrire dans le budget 2011 les crédits d'engagement et de paiement spécifiques, comme le prescrit le point 26 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006.

Proposition de

**DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**

**relative à la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne**

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière<sup>4</sup>, et notamment son point 26,

vu le règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil du 11 novembre 2002 instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne<sup>5</sup>,

vu les propositions de la Commission<sup>6</sup>,

considérant ce qui suit:

- (1) L'Union européenne a créé un Fonds de solidarité de l'Union européenne (ci-après dénommé: «le Fonds») pour exprimer sa solidarité à l'égard de la population de régions touchées par des catastrophes.
- (2) L'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 permet la mobilisation du Fonds à concurrence d'un montant annuel maximal de 1 000 000 000 EUR.
- (3) Le règlement (CE) n° 2012/2002 contient les dispositions permettant la mobilisation du Fonds.
- (4) L'Espagne a présenté une demande d'intervention du Fonds concernant une catastrophe provoquée par un séisme et l'Italie a présenté une demande d'intervention du Fonds au sujet d'une catastrophe déclenchée par des inondations.

---

<sup>4</sup> JO C 139 du 14.6.2006, p. 1.

<sup>5</sup> JO L 311 du 14.11.2002, p. 3.

<sup>6</sup> JO C [...] du [...], p. [...] et JO C [...] du [...], p. [...].

ONT ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

Dans le cadre du budget général de l'Union européenne établi pour l'exercice 2011, une somme de 37 979 875 EUR en crédits d'engagement et de paiement est mobilisée au titre du Fonds de solidarité de l'Union européenne.

*Article 2*

La présente décision est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Parlement européen*  
*Le président*

*Par le Conseil*  
*Le président*